



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale des Vosges

Épinal, le 18/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ABCDE

19 Rue Emile Maugras
54110 Rosières-Aux-Salines

Références : S-25-1283RP

Code AIOT : 0006209873

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/11/2025 dans l'établissement ABCDE implanté 951 Rue Reguenel 88800 Mandres-sur-Vair. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ABCDE
- 951 Rue Reguenel 88800 Mandres-sur-Vair
- Code AIOT : 0006209873
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ABCDE est autorisée à exploiter une plate-forme de compostage ainsi qu'à déconditionner des déchets alimentaires et à trier des déchets de voirie et de curage sur la commune de MANDRES-SUR-VAIR :

- par l'arrêté préfectoral n° 1529/2000 du 21 juin 2000 d'autorisation modifié ;
- par l'arrêté inter-préfectoral n° 1856/2007 du 09 juillet 2007 d'autorisation ;
- complété par l'arrêté préfectoral n° 1445/2016 du 08 juillet 2016 actualisant les rubriques de la nomenclature ICPE ;

- complété par l'arrêté préfectoral n° 2550/2017 du 28 décembre 2017 relatif à la mise en place d'un dé-conditionneur de biodéchets et d'une activité de tri de déchets de voirie ;
- complété par l'arrêté préfectoral n° 05/2021/ENV du 11 janvier 2021 modifiant le plan d'épandage.

Au titre des Installations Classées Pour l'Environnement (ICPE), l'installation est actuellement soumise à :

- autorisation pour la rubrique 2780-3 de la nomenclature des installations classées (Installation de compostage de déchets non dangereux) ;
- déclaration Contrôlée pour la rubrique 2791-2 de la nomenclature des installations classées (Dé-conditionneur de biodéchets) ;
- déclaration Contrôlée pour la rubrique 2716-2 de la nomenclature des installations classées (Tri de déchets de voirie et de curage) ;
- déclaration Contrôlée pour la rubrique 2260-1-b de la nomenclature des installations classées (Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, tamisage des substances végétales et de tous produits organiques naturels) ;
- déclaration pour la rubrique 1532-3 de la nomenclature des installations classées (stockage de bois, plaquettes, matériaux combustibles analogues).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative ICPE : Affouillements du sol sans autorisation	Code de l'environnement, article L. 512-1	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater la réalisation d'un affouillement de sol sans l'autorisation d'urbanisme nécessaire.

Les travaux réalisés relevant du Code de l'Urbanisme dont l'application est de la compétence de la Direction Départementale des Territoires des Vosges, une copie de ce rapport est envoyé simultanément à la société ABCDE, à la Direction Départementale des Territoires des Vosges, à la mairie de MANDRES SUR VAIR et au service ATD du conseil départemental des Vosges.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative ICPE : Affouillements du sol sans autorisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L. 512-1
Thème(s) : Situation administrative, Activité illégale
Prescription contrôlée : Rubrique 2510 de la nomenclature des installations classées 3. Affouillements du sol (à l'exception des affouillements rendus nécessaires pour l'implantation des constructions bénéficiant d'un permis de construire et des affouillements réalisés sur l'emprise des voies de circulation), lorsque les matériaux prélevés sont utilisés à des fins autres que la réalisation de l'ouvrage sur l'emprise duquel ils ont été extraits et lorsque la superficie d'affouillement est supérieure à 1 000 mètres carrés ou lorsque la quantité de matériaux à extraire est supérieure à 2000 tonnes (A – 3) .
Constats : <p>Le 25 janvier 2024 et le 06 novembre 2025, l'inspection a constaté sur site un affouillement du sol sur une partie des parcelles numéros 912, 1712, 1723, 1725, 1727, 1729, 1731, section OD du cadastre de MANDRES SUR VAIR.</p> <p>Cet affouillement de sol présente un front de taille mesuré approximativement à 4 mètres de hauteur, sur une surface d'environ 2 500 m² (ci-joint planche photos).</p> <p>L'exploitant, interrogé à ce sujet, a expliqué que cet affouillement de sol a été réalisé à des fins d'aménagement, en vu d'une construction d'un bâtiment pour développer une nouvelle activité ICPE de traitement du plastique. L'exploitant précise que ce projet n'est pas certain de se concrétiser. L'exploitant précise également que les matériaux de type "calcaire" ont été réutilisés sur le site pour les aménagements des extensions du site en cours de régularisation.</p> <p>Ce type d'affouillement de sols à des fins d'aménagement, de réhabilitation ou de construction, relèvent, dans un premier niveau, du Code de l'urbanisme.</p> <p>L'exploitant a indiqué ne pas avoir fait de demande d'urbanisme à ce jour.</p> <p>A noter que suite à la visite de l'inspection du 25 janvier 2024, la société ABCDE a déposé le 1^{er} mars et le 02 septembre 2024 une demande d'examen au cas par cas et un porter à connaissance (PAC) pour régulariser des modifications de ses installations (qui n'ont rien avoir avec les constats décrits dans ce rapport). Dans ce PAC, il ne fait pas mention de cet affouillement mais uniquement d'une extension du périmètre ICPE pour inclure les parcelles concernées par l'affouillement réalisé.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant doit présenter à l'inspection une autorisation d'urbanisme sous 6 mois.</p> <p>Dans le cas contraire, l'inspection pourra classer l'activité d'affouillement de sol comme relevant de la rubrique 2510-3 de la nomenclature des installations classées sous le régime de l'autorisation environnementale.</p> <p>De plus, la destination de l'ensemble des terres et matériaux excavés devra être précisée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois